

PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

**Bureau de l'environnement**

Dossier n°2003/0572

DRIRE Pays de Loire		
G.S. LA ROCHE SUR YON		
Reçu 2 - AVR. 2004		
Enregistrement:		
MR		
Sub 1		
Sub 2	<	
Sub 3		
Sub 4		
Sec Véh.		

**Arrêté n° 04-DRCLE/1-157**

**fixant des prescriptions complémentaires à la société CAVAC à Fougeré**

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le code de l'environnement notamment :

- ⇒ son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- ⇒ son titre IV du livre V relatif aux déchets ;
- ⇒ son livre II relatif aux milieux physiques ;
- ⇒ son livre III relatif aux espaces naturels ;
- ⇒ son livre IV relatif à la faune et à la flore.

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1989 autorisant la société CAVAC à exploiter une usine de fabrication d'aliment pour le bétail ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 février 1993 autorisant la société CAVAC à exploiter une plate forme de stockage de produits agropharmaceutiques, céréales et aliments du bétail en sacs, engrais en sacs et engrais en vrac, chlorate de soude ;

VU l'étude de dangers dans sa version d'avril 2003 et de la tierce expertise CEDERIT remise en septembre 2003 ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 24 novembre 2003 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène, en sa séance du 16 décembre 2003 ;

**Considérant que** l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

**Considérant que** la réduction à la source du risque industriel nécessite la remise d'études complémentaires ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée;

## **Arrête**

### **Article 1. Champ d'application**

La société CAVAC, dont le siège social est situé 12, boulevard Réaumur, BP 27, 85001 LA ROCHE SUR YON Cedex, doit produire dans les délais demandés des études complémentaires pour son établissement de Fougeré.

L'étude de dangers est complétée sous **deux mois** par l'étude des scénarios suivants :

- ⇒ Scénario sur fuite d'ammoniac en tenant compte d'une durée de déclenchement des détecteurs plus adéquate ;
- ⇒ Scénario de l'incendie généralisé des cellules de stockage de phytosanitaires.

L'étude de dangers est complétée sous **trois mois** par des études techniques et économiques sur les thèmes suivants :

- ⇒ La mise en place de mesures d'ordre technique propres à réduire les potentiels de danger ainsi que la probabilité ou les effets des accidents potentiels associés au stockage d'ammoniac. Il s'agit notamment d'étudier la possibilité de confiner le stockage et de réduire la quantité d'ammoniac présente ;
- ⇒ L'installation d'un système d'extinction automatique dans les cellules de stockage de phytosanitaire de la centrale APPRO ;
- ⇒ L'accroissement du degré coupe feu des murs et portes des cellules de stockage phytosanitaire de la centrale APPRO ;
- ⇒ L'amélioration de la sécurité de l'ensemble du site notamment avec la mise en place d'un contrôle d'accès de l'ensemble du site et le report de l'alarme dans des bureaux avec du personnel dans le cas d'un déclenchement des sécurité du dépôt d'ammoniac. En effet, le dépôt est isolé en bout de site et ne dispose que d'une alarme sonore localisée pour la sécurité du personnel lors des opérations de transvasement.

### **Article 2. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **2.1. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune

- ⇒ une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- ⇒ un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture, bureau de la protection de l'environnement.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### **2.2. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

### 2.3. Pour application

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information, au :

- directeur départemental de l'Équipement,
- directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- chef du S.I.D.P.C.

et dont une copie sera adressée à l'inspecteur des installations classées.

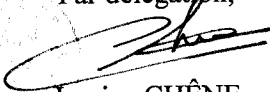
Fait à La Roche sur Yon, le 29 MARS 2004  
Le préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général.



Salvador PEREZ

Pour ampliation,  
Par délégation,



  
Lucien CHÈNE

Arrêté n° 04-DRCLE/1-154 fixant des prescriptions complémentaires à la société  
CAVAC à Fougeré

